

Je voudrais donner au ministre une occasion de justifier cette déclaration. Je l'invite à donner à la Chambre des communes les noms des premiers ministres qui sont d'accord avec sa version de la taxe sur les produits et services. S'il y en a, pourquoi ne les a-t-il pas nommés précédemment?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Je suis heureux que le député regarde mes apparitions à la télévision.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): En réponse à une question de M. Malling, je disais que nous discutons depuis environ deux ans, avec les ministres des finances des provinces, de la forme que devrait prendre une taxe sur les produits et services. Nous ne lui avons pas encore donné de nom officiel, mais c'était essentiellement la même structure que celle que nous avons annoncée.

• (1420)

Un des ministres des finances a dit très clairement qu'il n'était pas d'accord avec le principe d'une taxe à la consommation, c'est celui de l'Alberta. Cette province n'en a pas. On voit très bien la raison de cette prise de position.

Pendant ces réunions des ministres des finances, nous étions généralement d'accord sur le fait qu'il fallait changer la taxe de vente fédérale pour les raisons que j'ai exposées à maintes reprises dans cette Chambre. Pendant cette période, aucun n'a dit que nous ne devrions pas transformer la taxe de vente fédérale en taxe sur les produits et services.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je dirais au ministre que si je l'ai regardé hier, c'est que j'aime les comédies de situation.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Turner: Monsieur le Président, juste avant que ne s'ouvre l'importante conférence des premiers ministres, le ministre des Finances a accusé les premiers ministres provinciaux d'hypocrisie.

Monsieur le Président, les premiers ministres provinciaux ont tous déclaré, à maintes reprises, qu'ils étaient contre la taxe sur les produits et les services. Mais hier soir, le ministre des Finances a déclaré de son côté, et je cite:

Questions orales

En privé, ils disent qu'ils sont d'accord, mais ils ne veulent pas partager le blâme. Ils veulent prendre le train en marche et participer plus tard.

Monsieur le Président, je suis sûr que les premiers ministres, lors de cette conférence qui commence demain, auront des commentaires à faire au sujet du programme de télévision du ministre des Finances.

Est-ce qu'il peut nous donner, et encore une fois, je lui en donne l'occasion, les noms de ces premiers ministres provinciaux qui lui ont fait savoir qu'ils veulent participer à sa taxe sur les produits et les services?

[Traduction]

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je peux comprendre que le chef de l'opposition s'intéresse aux comédies de situation. Malheureusement, je n'ai pas atteint les sommets qu'il a atteints en tant que vedette de la comédie de situation qui se déroule chaque jour à la Chambre des communes.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je sais que notre cote d'écoute n'est pas aussi élevée que celle de Bill Cosby, mais le député peut toujours améliorer son jeu.

M. le Président: Nous pourrions faire quelque chose pour augmenter notre cote d'écoute, et je vais confier cette tâche au ministre.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je vais faire de mon mieux.

Je crois avoir déjà répondu à cette question. Nous avons eu de nombreuses discussions avec les ministres provinciaux des Finances et leurs collaborateurs. Leurs besoins ne sont pas aussi importants que les nôtres en ce qui concerne la réforme du régime de la taxe de vente.

Nous avons une taxe de vente qui pénalise nos exportations et qui donne aux importations un avantage fiscal de un tiers par rapport aux produits canadiens. Par ailleurs, avec la taxe actuelle, les possibilités d'évitement fiscal sont considérables.

Si je demandais au député s'il voudrait qu'on garde la taxe de vente actuelle, je suis certain que, s'il était objectif—et il le sera peut-être après le 31 décembre—il dirait lui aussi: «Absolument pas, Mike, vous devriez changer cette taxe.»

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, ces réponses du ministre nous ont déjà fait baisser de moitié la cote d'écoute des délibérations de la Chambre des communes.